

SIRH de l'État : Bercy est aussi dans la panade

Après avoir souligné l'échec des [projets ONP](#) (Opérateur national de paie) et [Louvois](#) (Logiciel unique à vocation interarmées de la solde), et pointé les dérives du programme [SIRHEN de l'Éducation nationale](#), la Cour des comptes critique un autre grand projet informatique de l'État : **SIRHIUS**.

Ce projet, lancé en 2006, vise à remplacer les SIRH (systèmes d'information des ressources humaines) des différentes directions des ministères économiques et financiers (MEF) par une application unique. Celle-ci devant assurer la gestion administrative des agents (GA), la gestion du temps de travail et des absences (GTA) et la pré-liquidation de la paie (GP). Avec, à la clef, un regroupement des services RH des directions des MEF dans une dizaine de centres de services (**CSRH**), une baisse des coûts de maintenance informatique et des économies de fonctionnement substantielles pour Bercy. Voilà pour les belles promesses, déjà entendues sur les projets ONP ou Louvois.

Mais la machine s'est grippée. SIRHIUS, qui devait se connecter au calculateur de paie SI-Paye de l'ONP avant que ce projet ne soit abandonné en 2014, accumule les retards « dix ans après son lancement », et son déploiement est loin d'être bouclé. « Le calendrier prévisionnel arrêté en juin 2010 prévoyait que le déploiement débuterait en 2012 pour s'achever en 2014 », souligne la Cour des comptes dans un [référé du 20 avril](#) à l'attention du ministère des Finances. Le déploiement n'a cessé d'être décalé depuis, et « pourrait se prolonger jusqu'à mi-2018 », jugent les sages de la rue Cambon. Bercy a confirmé depuis.

La DGFIP à la traîne

Aujourd'hui, seules quatre [directions des MEF](#) (regroupant **26 % des effectifs**) utilisent SIRHIUS pour la pré-liquidation de la paie. Avec sept mois de retard par rapport au calendrier initial pour la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (**DGCCRF**), un an pour le Secrétariat général et la Direction générale des douanes et des droits indirects (**DGDDI**) et deux ans pour l'Institut national de la statistique et des études économiques (**Insee**). La direction générale du Trésor (**DGTrésor**) devrait être couverte d'ici la fin de l'année.

En revanche, la direction générale des finances publiques (**DGFIP**), qui représente **74 % des effectifs des MEF**, n'est toujours pas prise en charge. Son basculement dans SIRHIUS a été décalé de novembre 2014 à l'été 2016, dans un premier temps, puis une nouvelle fois... à une date qui reste à déterminer. Les sages de la rue Cambon observent, par ailleurs, que la direction interministérielle du numérique et du système d'information et de communication de l'État (**Dinsic**) a été saisie par Bercy d'une demande d'audit relative à la gouvernance stratégique du projet SIRHIUS et de son déploiement. La Dinsic a conclu, en septembre 2015, en faveur de la bascule de la DGFIP dans SIRHIUS et a prôné l'intégration du nouveau SIRH dans les SI métiers de la DGFIP. Mais, six mois après ces recommandations, « aucun calendrier n'a encore été fixé », regrettait la Cour des comptes au printemps...

Une dérive des coûts de 23 %

Les gains attendus de SIRHIUS par rapport aux solutions préexistantes « *n'ont pu être estimés à ce stade* », faute d'indicateurs de performances, ajoute encore la Cour. Par ailleurs, « *les problèmes techniques posés par les montées en versions successives du progiciel [HR Access](#), qui sert de support technique à SIRHIUS, ont été mal anticipés* ». Or, « *la perspective d'un changement de version de SIRHIUS pour tenir compte de l'évolution du progiciel HR Access risque de renchérir le coût final du projet* ». Un coût estimé à « *104 millions d'euros* » du lancement du projet à la fin 2014, et qui pourrait atteindre « *plus de 140 millions d'euros* » d'ici 2019, selon la Cour des comptes. L'institution estime que SIRHIUS a déjà coûté « *10,9 millions d'euros de plus que prévu à l'origine, soit une dérive de 23 % par rapport aux estimations initiales* ».

Autre sujet qui fâche : la gouvernance du projet SIRHIUS. La Cour des comptes constate que les compétences ont été « *distribuées* » entre le secrétariat général et les autres directions générales des ministères économiques et financiers. Le secrétariat général assume la maîtrise d'ouvrage stratégique. La DGFIP et sa « *mission SIRHIUS* » se chargent de la maîtrise d'ouvrage opérationnelle et de la maîtrise d'œuvre du projet. Quant aux directions métiers, elles conservent la maîtrise du calendrier de déploiement du projet, ainsi que les modalités de mise en œuvre de leurs CSRH. Pourquoi faire simple ?

Pour la Cour des comptes cette gouvernance « *polycentrique* » pèse dans les retards enregistrés. La surveillance et le contrôle de l'avancement du projet sont « *défaillants* », et le suivi de gestion budgétaire est « *mal assuré* ». L'institution a donc recommandé de renforcer le rôle du secrétariat général des MEF dans cette gouvernance, de fixer le calendrier et les modalités du plan de bascule de la DGFIP dans SIRHIUS, et de s'assurer de la réalisation d'économies d'ETP (équivalents temps plein).

Des millions d'euros

Face à cette charge, Bercy joue l'apaisement. Dans leur [réponse du 23 juin](#) à l'attention de la Cour des comptes, Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics, et Christian Eckert, secrétaire d'Etat chargé du Budget, ont mis l'accent sur le « *contexte* » difficile et les « *contraintes* » qui entourent le projet. Ils considèrent que « *le déploiement dans une partie du ministère est désormais réussi* ». SIRHIUS « *assurant la gestion, le calcul indemnitaire et la pré-liquidation de la paie de 60 000 agents relevant des ministères économiques et financiers (hors DGFIP) et du ministère des affaires étrangères* ».

Et Bercy pense que « *la dernière phase du projet (déploiement à la DGFIP) s'engage dans de bonnes conditions* ». La date de basculement (juin 2018) étant « *confirmée* ». 112 000 agents seront concernés. Mais le déploiement d'un CSRH à la DGFIP n'est pas prévu avant 2019...

Enfin, Bercy mesure le retour sur investissement du projet SIRHIUS (un investissement qu'il estime, de son côté, à 137 millions d'euros sur la période 2007-2020) : les gains annuels de fonctionnement RH devraient atteindre 569 ETP ou équivalents temps plein (soit 32,9 millions d'euros en 2020).

Lire aussi :

[Henri Verdier, Dinsic : « 8 ou 9 ans pour un grand projet, c'est trop »](#)

[La Cour des comptes regrette... l'ONP !](#)

[SIRHEN : l'Education Nationale se lance dans l'opération sauvetage](#)

crédit photo © bensliman hassan / Shutterstock.com